



International  
Resource  
Panel



# RENFORCER LE CAPITAL NATUREL:

Comment REDD+ peut  
soutenir une Economie Verte

Ce texte est une traduction provisoire de la synthèse à l'intention des décideurs politiques. La version finale de cette synthèse ainsi que le rapport complet seront disponibles d'ici peu sur [www.unep.org/resourcepanel](http://www.unep.org/resourcepanel)

Cette publication peut être reproduite, en totalité ou en partie, à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation préalable du détenteur de droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée.

Photo Editor : Suzannah Goss

Conception et mise en page: Amina Darani

Photos de couverture © : 1. Vue aérienne de l'archipel Anavilhanas, Rio Negro, Amazonie, Brésil - Kevin Schafer / Getty Images; 2. Jeune grimpeur, Jean de Souza, avec des baies d'Açaï (Euterpe Dracea), populaire produit forestier non ligneux au Brésil - Kate Evans / CIFOR; 3. Pont piétonnier le plus élevé de Singapour, le Henderson Waves Bridge, entièrement fait de bois et d'acier. Wilson Gonzales / Shutterstock.

*Copyright © Programme des Nations Unies pour l'environnement, 2014*



## Synthèse à l'intention des décideurs

# RENFORCER LE CAPITAL NATUREL:

Comment REDD+ peut  
soutenir une Economie Verte

Produit par le panel international pour la gestion durable des ressources.

Cette synthèse résume les principaux résultats du rapport du panel international pour la gestion durable des ressources : *Le renforcement du capital naturel : Comment complet la REDD+ peut soutenir une économie verte*. Ce résumé doit être lu en parallèle avec le rapport complet.

Les sources et références pour le texte et les chiffres dans ce résumé sont disponibles dans le rapport complet du PNUE (2014). « Le renforcement du capital naturel: Comment REDD+ peut soutenir une économie verte ». Le rapport peut être téléchargé sur le site [www.unep.org / resourcepanel](http://www.unep.org/resourcepanel)

Programme des Nations Unies pour l'environnement  
Division Technologie, Industrie et Economie  
15 rue de Milan, 75441 Paris CEDEX 09, France.

# Résumé analytique



# Résumé analytique

La REDD+ est l'approche adoptée par la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC), relative à la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant des forêts. La REDD+ correspond à la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement, et au rôle de la préservation et de la gestion durable des forêts et du renforcement des stocks de carbone forestiers (CCNUCC, 2010). Si les objectifs de la REDD+ sont poursuivis de manière systématique, ils donneraient un nouvel élan et de nouveaux fonds pour la préservation des forêts. La REDD+ a déjà obtenu des résultats importants en attirant l'attention de la communauté internationale sur la conservation des forêts tropicales, la surveillance de l'état des forêts, et les contributions des personnes vivant dans et autour des forêts.

Une Économie Verte est définie par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) comme « une économie qui entraîne une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale, tout en réduisant de manière significative les risques environnementaux et les pénuries écologiques ».

La principale conclusion de ce rapport est que de nombreuses synergies entre la REDD+ et la transition en cours vers une Économie Verte sont actuellement sous-exploitées. La réalisation de ces synergies permettrait d'accélérer cette transition tout en maximisant le rendement des investissements de la REDD+. La REDD+ peut constituer un élément de soutien important pour parvenir à une Économie Verte. D'autre part, la REDD+ n'est susceptible d'être couronnée de succès que si elle est soutenue par un environnement favorable qui comprend des éléments de l'Économie Verte, comme par exemple la bonne gouvernance, l'application de la loi, la réforme du régime foncier, les mécanismes de soutien financiers durables, la répartition équitable des bénéfices, ainsi que des évaluations et la reconnaissance du capital naturel.

Le présent rapport une synthèse des éléments nécessaires à l'intégration de la REDD+ dans une économie verte. Il fournit aux **décideurs politiques** des idées innovantes pour soutenir le développement économique tout en maintenant ou en augmentant la couverture forestière. **Ceux qui font la promotion d'une Économie Verte** reconnaîtront à quel point la REDD+ peut ajouter un élan important à leurs

# Résumé analytique

efforts, en particulier en complétant leurs stratégies en faveur des pauvres. **Les chefs d'entreprises** apprendront comment la REDD+ et l'Économie Verte peuvent améliorer les conditions d'investissement, optimiser leurs investissements et, finalement, accroître les retours sur investissement à long terme. **Les étudiants et le grand public** augmenteront leur compréhension des raisons pour lesquelles la REDD+ et l'Économie Verte fournissent ensemble une voie de développement durable qui profite à tous les pays.

Pourquoi est-ce important? Les symptômes du changement climatique tels que les sécheresses, les incendies, et des pluies torrentielles et même les cyclones ont causé de plus en plus de dégâts à travers le monde. Le niveau de la mer est en hausse et les océans deviennent plus acides. Ces phénomènes causés par un changement climatique ont contribué à la volatilité des prix des ressources naturelles, avec les coûts de la nourriture et de l'énergie qui ne cessent d'augmenter dans le monde entier. D'autre part – les difficultés socio-économiques peuvent entraîner des troubles civils. De nombreuses économies nationales, même parmi les pays à revenus élevés, fonctionnent désormais avec des budgets restreints au détriment des aides sociales pour les plus démunis.

Ces défis sont relevés par de nombreux organismes gouvernementaux, et parfois avec des agendas opposés. Cependant, ces défis sont de plus en plus reconnus comme étant liés si l'on veut parvenir à un développement durable et, en raison de leur complexité – par exemple l'amélioration socio-économique mais pas au prix de la dégradation de l'environnement – ont été appelés «problèmes pernicieux». Il n'est pas surprenant que de nombreux gouvernements tentent de trouver des moyens pour faire face à ces problèmes simultanément; car ils se rendent compte que seule une approche globale et intégrée est susceptible d'être durable et efficace. **Un concept dynamique pour atteindre cette durabilité est celui d'une Économie Verte.** L'approche intégrée à la fondation **d'une Économie Verte met l'investissement dans le capital naturel au centre de l'amélioration du bien-être humain.**

Bien que la REDD+ ait été conçue pour les pays en voie de développement, elle peut également fournir d'importantes leçons de gestion durable pour les pays développés utilisant intensivement et émettant du carbone. Les pays développés doivent eux aussi faire face à des problèmes climatiques relatifs aux forêts. Enfin, la REDD+ pourrait bien devenir le plus grand mécanisme mondial de paiement pour les services écosystémiques

# Résumé analytique

(PSE), une fois parfaitement mise en œuvre. Ainsi, les leçons à en tirer seront largement applicables.

REDD+ est une initiative audacieuse reposant sur les principes de l'Économie Verte. Alors que sa mise en œuvre est de plus en plus répandue, elle a le potentiel de :

- mieux attirer l'attention sur les bénéfices des forêts et sur l'ensemble des coûts socio-économiques et des impacts environnementaux plus larges de leur dégradation et de leur destruction, en particulier sur la biodiversité, les sols et le débit des eaux;
- encourager les gouvernements à clarifier les régimes fonciers et améliorer la gouvernance des forêts et de l'utilisation des terres, en tant que pré-requis pour la REDD+;
- générer de nouveaux financements pour la gestion durable des forêts;
- démontrer que les forêts gérées durablement font partie de la gestion générale des paysages, qui implique de nombreux secteurs des gouvernements et parties prenantes, tout en représentant les intérêts publics et privés;
- aider à exploiter d'autres investissements, notamment venant du

secteur privé, pour une transition vers des économies vertes inclusives menant au développement durable; et

- créer des processus décisionnels complets, informés et participatifs aux échelles appropriées (paysage et autres), où les compromis entre développement et objectifs pour la conservation sont mieux compris et produisent des résultats équilibrés selon différentes valeurs.

En se basant sur l'expérience de la REDD+ et d'autres initiatives de gestion durable des ressources, ce rapport préconise d'inscrire la REDD+ dans le cadre plus large d'une Économie Verte. L'intégration de la REDD+ dans tous les processus de planification économique est essentielle car (a) la déforestation et la dégradation des forêts sont déterminées par les modèles et processus de consommation dans quasiment chaque secteur économique et (b) les innovations de l'Économie Verte résultant de la REDD+ peuvent potentiellement augmenter l'efficacité de l'utilisation des ressources dans beaucoup de ces secteurs. La REDD+ pourrait ainsi **apporter une valeur ajoutée aux nombreuses autres initiatives** qui sont mises en place dans ces secteurs. En étant plus qu'un simple projet-pilote intéressant, une REDD+ mise en place

# Résumé analytique

avec succès pourrait avoir sa place en tant qu'élément clé d'une Économie Verte.

Comme illustré dans les exemples que nous présentons ici, **la REDD+ participe d'ores et déjà au développement des garanties et standards environnementaux et sociaux** qui peuvent être appliqués plus largement aux investissements dans l'Économie Verte. Les activités que la REDD+ soutient peuvent aussi être conçues pour accroître les revenus issus de l'augmentation de la production des terres cultivées, développer de nouvelles industries « Vertes », l'écotourisme forestier, et la production durable de marchandises spécifiques dont la demande augmente. Ces sources de revenus complémentaires augmentent la valeur des forêts (par le biais des paiements REDD+) et aident à contrer les causes de la déforestation (en encourageant une augmentation de la production sur les terres déjà cultivées). La diversification des sources de revenus générés par de tels projets couvre les risques, ce qui est rassurant pour les investisseurs potentiels. Quantifier de tels bénéfices peut aider à préciser les coûts d'opportunités du défrichement, soulignant l'importance de la REDD+.

La REDD+ peut également aider les économies à accroître le bien-être humain tout en diminuant la consommation des

ressources par habitant, y compris celle du bois. Les instruments politiques qui peuvent être utilisés comprennent :

- **des instruments fiscaux et des incitations** (tels que les paiements publics comme ceux fournis par la REDD+, les marchés pour la séquestration du carbone et d'autres services écosystémiques, entre autres), complétés par **une réduction des incitations économiques qui motivent la déforestation**;
- **des politiques d'information** qui aident à s'assurer que les décideurs politiques et le grand public soient conscients des valeurs multiples des forêts, peut-être améliorées par des mesures telles que les systèmes de certification;
- **des régulations** qui peuvent comprendre de nouvelles lois, une meilleure application de la loi, de nouvelles approches foncières dans les forêts, des garanties obligatoires et cætera;
- **une augmentation des options de financements** au delà de la REDD+, pour inclure les paiements privés pour d'autres services écosystémiques, les allègements fiscaux, les compensations volontaires, les ressources pour soutenir les stratégies de mitigation des risques

# Résumé analytique

financiers tels que les mécanismes de garanties de marché et bien d'autres; et

- **une recherche continue** afin de quantifier les coûts de l'inaction, améliorer la compréhension des modifications nécessaires aux cadres d'incitations fiscales, et de la valeur des bénéfices multiples de la forêt, soutenir le développement de stratégies innovantes pour la conservation et augmenter les bénéfices qu'elles fournissent.

Le plus grand défi pour la REDD+ dans les années à venir sera de générer les US\$ 30 milliards par an estimés pour les paiements REDD+ basés sur les performances, à partir de 2020. Le rapport examine le rôle possible du secteur privé à ce sujet, et appelle également à une augmentation des investissements publics dans et pour un soutien politique continu à la REDD+, couplé d'une réduction significative des subsides aux activités qui contribuent au changement climatique (par exemple, les énergies fossiles ont reçu des subsides d'une valeur avant impôt de US\$ 480 milliards en 2011). De fait, rediriger les subsides actuels qui nuisent à la biodiversité ou à la mitigation du changement climatique vers les paiements REDD+ peut être une solution pour générer des financements pour la REDD+ sur le plus long terme. Accroître les investissements

publics et privés dans la REDD+ créerait des paysages productifs, rentables et durables qui séquestre et stockeraient plus de carbone et qui permettrait d'améliorer les services environnementaux – le cœur de l'Économie Verte.



Olivier Girard / CIFOR

# Recommandations essentielles



# Recommandations essentielles

Le rapport souligne les synergies potentielles entre la REDD+ et la transition vers une Économie Verte. Réaliser ces synergies, l'augmentation du retour sur les investissements REDD+ qui en résultera et une transition accélérée vers une Économie Verte, nécessiteront les développements suivants :

**(1) Une plus grande implication du secteur privé et des modifications des cadres d'incitations fiscales :** Augmenter l'échelle de la REDD+ requiert la capacité d'innovation et les ressources du secteur privé. Les partenariats entre le secteur public et privé seront essentiels pour que la REDD+ opère d'une façon qui améliore également les bénéfices sociaux, environnementaux et économiques, en tant que base pour une transition vers une Économie Verte. En parallèle, les cadres d'incitations fiscales qui encouragent actuellement les pratiques nuisibles (telles que certains subsides agricoles et les subsides pour les énergies fossiles) devraient être harmonisés avec les objectifs de la REDD+ et de l'Économie Verte.

**(2) Créer une demande pour la REDD+ :** Générer le volume de financement nécessaire pour les paiements REDD+ basés sur les performances à l'échelle, et créer les modalités et capacités requises pour que la REDD+ fonctionne efficacement

en tant que premier système global de paiement pour un service écosystémique, restent les défis principaux de la REDD+ pour les années à venir. Les pays donateurs doivent reconnaître et remplir leur rôle dans le financement de la REDD+, faisant partie des différentes options possibles de financement. Créer les bonnes conditions et des règles claires permettant d'engager l'investissement du secteur privé à grande échelle, sur la base de garanties solides, fait partie de cette responsabilité.

**(3) Une attention accrue aux bénéfices autres que le carbone :** La REDD+ doit s'étendre afin d'accorder une bien plus grande attention aux bénéfices autres que le carbone, et de nouvelles manières de financer ces bénéfices doivent être conçues (y compris par le biais des paiements pour les services écosystémiques, tels que les paiements pour la gestion des bassins hydrographiques avec des paiements REDD+). À ce jour, les activités REDD+ se sont surtout concentrées sur la réduction des gaz à effet de serre émis par les forêts, mais cela n'assurera pas l'obtention de bénéfices multiples, et il est peu probable que les paiements REDD+ seuls puissent faire le poids face aux causes principales de la déforestation dans la plupart des pays REDD+.

# Recommandations essentielles

## **(4) Une plus grande intégralité sociale :**

La légitimité de la REDD+ dépend de la clarté juridique sur quelles institutions ont l'autorité de prendre des décisions, qui a le droit de participer au processus décisionnel, qui a des droits, y compris fonciers, sur les forêts et finalement qui reçoit les paiements REDD+. REDD+ doit recevoir l'appui d'une plus grande diversité de parties prenantes et s'assurer du partage équitable de ses bénéfices. La question du foncier dans les forêts a reçu une attention sans précédent

dans le cadre de la REDD+, et il est important que les progrès dans ce domaine informent une transition plus générale vers l'Économie Verte. De même, les principes pour une participation complète et efficace des parties prenantes essentielles, et le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, devraient devenir la « nouvelle normalité » de tout investissement conséquent sous le régime d'une Économie Verte.



Rodrigo Balela / Getty Images



[www.unep.org](http://www.unep.org)

Programme des Nations Unies pour l'environnement

P.O. Box 30552 Nairobi 00100, Kenya

Tél.: +254 (0) 20 762 1234

Fax: +254 (0) 20 762 3927

Courriel: [unepubb@unep.org](mailto:unepubb@unep.org)



Pour plus d'information, contacter:

International Resource Panel  
Secretariat  
**UNEP DTIE**  
**Sustainable Consumption and  
Production Branch**

15, rue de Milan  
75441 Paris CEDEX 09  
France

Tel: +33 1 4437 1450

Fax: +33 1 4437 1474

Email: [resourcepanel@unep.org](mailto:resourcepanel@unep.org)

[www.unep.org/resourcepanel](http://www.unep.org/resourcepanel)

**UN-REDD Programme Secretariat**

International Environment House  
11-13 Chemin des Anémones  
CH-1219 Châtelaine  
Geneva, Switzerland

Tel: +41 229 178 946

Email: [un-redd@un-redd.org](mailto:un-redd@un-redd.org)

[www.un-redd.org](http://www.un-redd.org)



International  
Resource  
Panel

P R O G R A M M E  
**ONU-REDD**

